

La gestion logistique du mat

La Police Fédérale est un employeur important avec des employés qui sont souvent mutés entre les services de police locaux et fédéraux. De plus, ils sont équipés de différents types de matériel allant de choses relativement générales à des équipements très spécifiques/personnels comme des casques ou des gilets pare-balles. Si conserver une vue d'ensemble sur tout ce matériel peut sembler indispensable, la pratique montre qu'elle était jusqu'il y a peu inexistante.

■ Eduard CODDÉ



Carlos De Walsche, Commissaire Principal de la Police Fédérale, a pris la direction du projet de récupération du matériel de police.

Le projet concerne les matières liées au personnel et peut dès lors être classé parmi les 'soft services'. On a constaté que la mobilité des membres du personnel entre les services de police fédéraux et locaux, s'accompagnait de la mutation simultanée de l'équipement de fonction dont disposent les policiers et qui sont la propriété de la police fédérale. Et ceci sans le moindre enregistrement des mouvements de matériel. Pour 70 % du personnel mobile ou qui a quitté la police fédérale, on n'a récupéré aucun matériel.

L'équipement de fonction est très important pour le personnel, compte tenu du fait qu'il constitue une condition nécessaire pour l'exécution de certaines tâches et, par conséquent, influence directement la disponibilité opérationnelle et la sécurité du personnel.

La notion « équipement de fonction » est très variée. Il s'agit de radios, d'équipements spécifiques pour motards (police montée) ou pour la police à cheval, mais aussi d'armes.

Le problème de la non récupération ou de la récupération limitée du matériel s'est présenté partout, aussi bien au niveau des services de la police fédérale que dans toutes les zones de la police locale, puisque le personnel est constamment muté entre les différentes entités.

Démarrage laborieux

Le problème a été constaté pour la 1^{re} fois en 2003 et a été signalé à l'ex-directeur général qui a décidé de mettre en place une mission de récupération. En raison de diverses circonstances, il a fallu attendre 2005 avant de pouvoir lancer l'amorce d'une récupération.

Carlos De Walsche, Commissaire Principal de la Police Fédérale et diplômé de KaHo Sint-Lieven à Saint-Nicolas, a pris en charge la direction du projet. L'initiative a été prise pour avoir une vue d'ensemble sur le matériel utilisé, savoir où il se trouve et chez qui. L'ex-gendarmerie nationale tenait un bon inventaire qui a été transféré au moment de la fusion de la Police Fédérale. Ce qui constituait déjà une première base pour le projet.

Le projet a été réalisé sans moyens financiers ni espaces de bureau supplémentaires. Il a été totalement porté par l'implication du personnel.

Base de données

Un des éléments de base indispensables à la réussite du projet fut de pouvoir disposer d'une base de données adaptée. Compte tenu des limites budgétaires, le développement de logiciels sur mesure était exclu et c'est Access qui a servi d'outil de base. Les bulletins du person-



Quelques exemples d'équipement 'de fonction' qui influencent directement la disponibilité opérationnelle et la sécurité du personnel.



Police

Matériel de police

nel donnaient une vue d'ensemble des différents mouvements de personnel. Cette information devait être combinée avec les mouvements logistiques pour créer une sorte d'ERP propre.

Différentes causes expliquent le fait que le matériel ne peut être récupéré. Les mouvements de personnel ne sont pas toujours faciles à tracer et sont le domaine du service de l'administration du personnel, ce qui fait que le matériel peut disparaître. Beaucoup de matériel disparaît aussi pour des raisons émotionnelles : un gilet pare-balles qui a effectivement prouvé son utilité, les casques spécifiques pour motards qui sont symboliques d'une certaine période dans la carrière de quelqu'un...

Plan de communication

Un plan de communication a été établi afin de mobiliser les zones de police et leur demander leur collaboration au projet. Toute communication passe par un échange classique de lettres en raison du caractère officiel et des procédures à respecter. Ce n'est qu'avec la bonne volonté des zones et l'échange d'information sur la localisation du matériel que le projet a pu réussir.

Lors du lancement du projet, seuls 30 % du matériel a pu être récupéré. Dans une première phase, le taux de récupé-

ration est monté à 60 %.

Le suivi constant du projet est indispensable, tant dans l'intérêt du résultat financier que pour ce qui est de l'exhaustivité de la liste du matériel et du taux de récupération.

Recherches administratives

Le projet requiert beaucoup de travail car il faut chaque fois constituer un dossier par matériel non récupéré ou tracé. Les dossiers ouverts génèrent une recherche administrative du matériel à récupérer et de l'endroit où il se trouve. Au sein de la Police Fédérale, une procédure spécifique a été développée pour une recherche administrative à l'intérieur de la police. Elle doit toujours mener à une des conclusions suivantes pour le membre du personnel impliqué :

- Pas de faute
- Faute légère avec ou sans caractère répétitif
- Faute délibérée
- Faute lourde

En fonction du résultat de la recherche, on détermine si le membre du personnel impliqué devra, ou pas, prendre en charge les coûts des dommages ou liés à la perte.

Mission permanente

L'évolution du projet a montré que la récupération est une nécessité opérationnelle. Le nombre de dossiers individuels se situe maintenant autour de 9.250. Le projet ne s'achève jamais, mais se trouve aujourd'hui dans un stade qui est moins préjudiciable. Cependant, il reste environ 6,5 unités à temps plein au travail. Une nouvelle augmentation du taux de récupération dépend surtout de la réalisation des recherches administratives, nécessaires pour pouvoir clôturer des dossiers ouverts et, pour cela, le soutien de la direction est nécessaire. ■

Points forts du projet

Lors du lancement du projet, seuls 30 % du matériel a pu être récupéré. Actuellement, le taux de récupération atteint ± 90 %. Il reste encore un peu moins de 10 % de dossiers ouverts.

Si le matériel n'était pas récupéré, il faudrait annuellement 3,105 millions d'euros pour équiper les 1350 nouveaux candidats policiers. Grâce au projet, on note une récupération annuelle de 1,263 million d'euros, une contribution importante à l'investissement dans le matériel.

A la fin de la formation de la police, tout le matériel reçu au départ doit être restitué afin d'exclure le risque de disparition. Celui qui achève la formation avec succès, reçoit un nouvel équipement, qui est alors forcément enregistré.

En vue d'une amélioration de la gestion du matériel personnel, une instruction a été délivrée aux élèves policiers. Ceci a débouché sur une meilleure compréhension, au sein du personnel, de la gestion logistique de leur matériel.

Portrait d'entreprise

La tâche principale de la police fédérale est d'assurer, avec la police locale, la sécurité en Belgique sous toutes ses facettes. La police locale est scindée en 196 zones de police qui sont indépendantes les unes des autres et de la police fédérale. Il s'agit d'une police intégrée, organisée sur 2 niveaux, à savoir le niveau fédéral et le niveau local, entre lesquels existe un échange permanent. La direction générale de l'appui (DGS)

est quasi totalement responsable du support au sein de la police fédérale, dont fait partie le processus facilitaire. Cela comprend e.a. la coordination et l'exécution de toutes les livraisons aux différents services, la gestion de stock qui y est liée, le traitement des différents dossiers d'achat de matériel, l'établissement d'un plan d'investissement pour le matériel et l'infrastructure, la normalisation du matériel.

